

d'impôts. En même temps que la première, une seconde mesure a accordé aux provinces de l'Atlantique des subventions d'appoint d'un total de 25 millions de dollars par année financière, pendant quatre ans, et divisées comme il suit: Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve, \$7,500,000 chacune; Île-du-Prince-Édouard, \$2,500,000.

Sous-section 5.—Dettes nationale

Un bref commentaire sur la dette nationale du gouvernement du Canada depuis 1914 est donné à la p. 1114 de l'Annuaire de 1954. Le tableau qui suit résume la situation de la dette (intérêts et chiffre de la dette) en 1948-1957. On trouvera dans les *Comptes publics du Canada* des détails sur la dette non échue et les bons du Trésor en cours et des renseignements sur les nouvelles émissions de l'État. Ils sont résumés dans la publication du B.F.S., *Financial Statistics of the Government of Canada*.

19.—État sommaire de la dette publique et des intérêts afférents, années terminées le 31 mars 1948-1957

NOTA.—Les statistiques de 1867-1913 figurent aux pp. 787-788 de l'Annuaire de 1942; celles de 1914-1935, à la p. 1021 de celui de 1947, et celles de 1936-1947, à la p. 1056 de celui de 1951.

Année	Dettes brute	Actif productif net	Dettes nette	Dettes nette par habitant ¹	Augmentation ou diminution de la dette nette durant l'année	Intérêt payé sur la dette	Intérêt payé par habitant ²
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1948.....	17,197,348,981	4,825,712,088	12,371,636,893	964.80	-676,119,656	455,455,204	36.29
1949.....	16,950,403,795	5,174,269,643	11,776,134,152	875.74	-595,502,741	465,137,958 ³	36.27
1950.....	16,750,756,246	5,106,147,047	11,644,609,199	849.23	-131,524,953	439,816,335	32.71
1951.....	16,923,307,028	5,489,992,080	11,433,314,948	816.14	-211,294,251	425,217,500	31.01
1952.....	17,257,668,676	6,072,387,129	11,185,281,546	773.59	-248,033,402	432,423,082 ⁴	30.87
1953.....	17,918,490,812 ⁵	6,756,756,543 ⁵	11,161,734,269	751.88	-23,547,277	451,339,521	31.21
1954.....	17,923,189,502 ⁵	6,807,252,438 ⁵	11,115,937,064	727.15	-45,797,205	476,061,625	32.07
1955.....	17,951,491,464 ⁵	6,688,411,310 ⁵	11,263,080,154	717.49	147,143,090	477,914,894	31.26
1956.....	19,124,232,779 ⁵	7,843,863,815 ⁵	11,280,368,964	701.47	17,288,810	492,624,067	31.38
1957.....	18,326,190,715 ⁵	7,318,539,557 ⁵	11,007,651,158	663.55	-272,717,806	520,189,398	32.35

¹ D'après les estimations officielles de la population au 1^{er} juin de l'année indiquée (voir p. 119). ² Fondé sur les estimations officielles de la population au 1^{er} juin de l'année précédant immédiatement l'année indiquée (voir p. 119). ³ L'augmentation apparente de l'intérêt payé tient à ce que l'intérêt couru sur les taxes remboursables est imputé sur l'année du remboursement. ⁴ Ne comprend pas l'appoint de \$87,510,068 nécessaire pour ramener l'intérêt de la dette publique à une base d'exercice. ⁵ Les chiffres ne sont pas strictement comparables avec ceux de 1952 et des années précédentes en raison surtout des changements apportés à la comptabilité des valeurs en espèces.

Dettes garantie.—En plus de sa dette directe déjà étudiée, le Canada a aussi de lourdes obligations indirectes qui découlent principalement de la garantie, par l'État, des obligations des chemins de fer qui forment aujourd'hui le réseau national et de leurs extensions subséquentes. Depuis 1932, certains prêts bancaires ont été garantis en vertu des différentes lois de secours, de la loi nationale sur l'habitation, de la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et de la loi sur les prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants. Avec l'entrée en activité de la Banque du Canada, le 11 mars 1935, la garantie du dépôt que chaque banque à charte doit maintenir à la Banque du Canada est entrée en vigueur. Cette garantie devra être invoquée "si les biens et l'actif de la Banque ne suffisent pas à couvrir ses dettes et engagements et si la Banque suspend le paiement de l'une de ses obligations".